

Domingo Garí¹

Profesor de Historia Contemporánea en la Universidad de La Laguna,
Islas Canarias



L'ALGÉRIE ET LES ÉTATS-UNIS FACE À LA GUERRE AU SAHARA OCCIDENTAL

La guerre au Sahara Occidental a conditionné les relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Algérie. Les deux pays ont été les principaux soutiens des parties en conflit. Malgré les désaccords sur ce conflit et, en général, les problèmes dans tout le Moyen-Orient, les relations entre les deux pays ont été relativement fluides tout au long de l'histoire récente, jusqu'à la phase finale de l'administration Trump en raison des accords d'Abraham.

The war in Western Sahara has conditioned diplomatic relations between the US and Algeria. Both countries have been the main supporters of the disputing sides. Despite disagreements over this conflict and, in general, issues throughout the Middle East, relations between the two countries have been relatively smooth throughout recent history, until the final phase of the Trump administration due to the Abraham Accords.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL A OCCUPÉ les principaux pays de la région nord-africaine de 1975 à nos jours, en particulier, le Maroc et l'Algérie, tous deux ont été impliqués, pour des raisons différentes, dans cette guerre de libération. Le Maroc en tant que pays agresseur et principal responsable du conflit, et l'Algérie en tant qu'allié, soutien important du Front Polisario.

L'influence des puissances européennes comme la France et l'Espagne a également pesé sur ce conflit régional, sans oublier le rôle joué par les Nord-Américains. Les États-Unis ont apporté leur soutien pour l'autre front, qui a permis au Maroc de consolider sa position. Cependant, les relations entre l'Algérie et le Royaume

1. Domingo Garí es Profesor de Historia Contemporánea en la Universidad de La Laguna, Islas Canarias. Vice director del Centro de Estudios Africanos de la Universidad de La Laguna. Miembro del Grupo de Investigación de Estudios Decoloniales y Pensamiento Crítico. Última publicación: *Estados Unidos en la guerra del Sáhara Occidental*, Editorial La Catarata, Madrid, 2021.

n'ont pas toujours été marquées par l'inimitié, comme une simple lecture pourrait le laisser entendre, ni par la mésentente.

L'Algérie est un pays clef pour la résolution du conflit. Elle a eu de bonnes et croissantes relations économiques avec les États-Unis. Mais l'Algérie est aussi un pays de référence pour le Tiers Monde, et cette condition doit être comprise comme un élément central. Pendant la guerre froide, Alger a accepté de négocier commercialement avec les États-Unis, mais pas au détriment des Sahraouis. Son rôle de premier plan parmi les pays non alignés a été renforcé par le soutien diplomatique, politique, économique et militaire au Front Polisario dès le début.

Selon la CIA², l'Algérie n'interviendrait pas dans une guerre contre le Maroc, ce qui l'intéresse c'est maintenir sa position à l'indépendance du Sahara et ce qui n'est pas sans problèmes avec ses voisins. Il pouvait soutenir sans grand coût financier une force insurrectionnelle qui affaiblissait son rival dans la région. De plus, l'Algérie a fait un usage intensif de sa diplomatie en faveur des Sahraouis, ce qui a également nui à Hassan II dans les enceintes internationales. Selon la CIA, en cas d'affrontement direct entre l'Algérie et le Maroc, la supériorité aérienne algérienne avec ses 200 avions de combat par rapport aux 40 du Maroc serait désastreuse pour le Maroc.

Les pourparlers diplomatiques n'empêchent pas la guerre

L'ambassadeur américain Parker a déclaré à Boumedienne que sa capacité à influencer Hassan était limitée car Hassan avait ouvert la lampe et laissé sortir le génie, et maintenant il lui était difficile de faire arrière. Cependant, Boumedienne lui a dit que l'Algérie était d'accord avec la proposition de Waldheim, tout comme l'Espagne et la Mauritanie contrairement le Maroc qui opposa son *veto*. Boumedienne était d'avis que si les États-Unis soutenaient le Sahara, cela pousserait le Maroc à en faire de même. L'ambassadeur Parker a déclaré au Département d'État que si l'Algérie et l'Espagne soutenaient la proposition de Waldheim, les États-Unis iraient dans ce sens³.

Un mois et demi après que le conflit soit entré dans la voie de la guerre, il y a eu une réunion entre le secrétaire d'État et le ministre des Affaires étrangères

2. Central Intelligence Agency, Office of the Director of Central Intelligence, Job 80M01066A, OPI 10, Box 9, Folder 23.

3. Ford Library, National Security Adviser, Presidential Country Files for Africa, Box 1, Algeria, State Department Telegrams.

de l'Algérie au cours de laquelle le sujet revient sur la table : Kissinger a en effet rencontré le ministre algérien des Affaires étrangères (Bouteflika) et l'incitant à ne pas empêcher la Marche verte, aller dans ce sens aurait signifié nuire aux relations avec le Maroc. Bouteflika a répondu qu'ils auraient pu le faire en suspendant l'aide économique et militaire. À quoi Kissinger a répondu que cela aurait signifié la fin des relations avec le Maroc. « Bouteflika a persisté, insistant sur le fait que le gouvernement américain avait favorisé un camp. « Je ne pense pas que nous ayons favorisé un côté, » a déclaré Kissinger. Nous avons essayé de rester en dehors du conflit. Mais il a ajouté que pour nous aligner sur [sa] position, nous aurions dû changer complètement notre point de vue⁴.

Les Américains, voyant que la guerre pouvait se transformer en un conflit de longue durée, ont commencé à exprimer des doutes sur l'opportunité de soutenir Hassan II, notamment en ce qui concerne la fourniture de nouvelles armes. Les ambassadeurs en Algérie et au Maroc ont eu quelques doutes pour interroger leur gouvernement sur l'ampleur du soutien militaire qu'ils devaient apporter. Hassan II a demandé des armes, arguant du danger d'une confrontation avec l'Algérie, mais les États-Unis n'ont pas considéré qu'un tel danger existait et, de plus, ils ont souligné que de toute façon c'était Hassan II qui avait mis en danger la paix dans la région avec les Marche verte, sans que les États-Unis puissent rien faire pour la contenir, ce qui devrait les amener à réfléchir jusqu'où il convenait de s'impliquer avec le Maroc⁵.

Hassan II a demandé des armes pour pouvoir affronter l'Algérie, qu'il considérait comme son ennemi régional et le seul acteur responsable de la guerre dans le désert, puisque Hassan II a répandu l'idée qu'il n'y avait pas de cause à la libération nationale sahraouie, mais il s'agit selon lui de l'expansionnisme de l'Algérie et de satisfaire l'ambition hégémonique de l'URSS pour contrôler l'Afrique. Les Nord-Américains n'allaient pas tomber si facilement, ni si tôt, attirés par les chants des sirènes du Maroc, mais ils ont bien noté le rôle d'Hassan II dans l'affrontement et l'endiguement du communisme en Afrique, dans les termes qu'ils l'ont défini. Pendant le mandat de Carter, Cyrus Vance a déclaré à l'ambassadeur Anderson que « l'action marocaine au Zaïre est un exemple de coopération africaine et peut

4. Jacob Mundy, "Cómo los EE.UU. y Marruecos se apoderaron del Sáhara Español", *Le Monde Diplomatique*, 3/08/2010.

5. Ford Library, National Security Adviser, NSC Middle East and South Asian Affairs Staff Files, Box 22, Spanish Sahara.

servir de catalyseur pour la stabilité »⁶ en Afrique. Vance a lancé un avertissement aux Soviétiques les exhortant à repenser leur rôle sur le continent et a appelé à la retenue.

Carter, jusqu'en 1979, a tenté de maintenir un équilibre diplomatique entre ses alliés traditionnels dans la région : la Tunisie, le Maroc et l'Algérie. L'ambassadeur à Alger, Parker, était d'avis que l'Algérie était la puissance dominante en Afrique du Nord et avec laquelle les États-Unis avaient les meilleures relations économiques. Pour les Américains, il va de soi que le gaz et le pétrole algériens n'étaient pas absents dans leurs calculs. L'ambassadeur a souligné que son opinion était confortée par l'amélioration significative des relations avec l'Algérie au cours des deux dernières années⁷.

Le secrétaire d'État, Vance, a fait part au président Carter de la nécessité d'accroître les relations économiques et diplomatiques avec l'Algérie et a convoqué le président pour qu'il s'entretienne avec Boumedienne⁸. Cela visait à parvenir à une modération de la politique étrangère algérienne et à lui faire adopter un profil plus bas pour favoriser une réduction de la politique de confrontation dans les affaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les plans complémentaires de l'administration Carter voulaient séduire les Algériens avec de nouvelles propositions économiques dans les relations Nord/Sud. Vance allait souligner au nouvel ambassadeur en Algérie, Haynes, l'importance qu'ils accordaient à trouver plus d'opportunités pour améliorer les relations avec l'Algérie et quelles mesures supplémentaires ils pourraient prendre dans cette direction.

Bouteflika a averti Vance que la question de la décolonisation était une bombe à retardement et a souligné que l'Algérie n'avait aucun problème avec le Maroc ou la Mauritanie, une affirmation étayée par les différents types de traités qu'elle avait signés avec les deux pays. Il lui a rappelé le soutien mutuel qu'ils se sont donné dans les luttes de leurs pays pour leur indépendance respective dans l'affrontement contre le colonialisme français. Et, dans ce cas du Sahara, l'Algérie a voulu s'engager sur une solution qui satisfierait les parties⁹. L'Algérien a dit à Vance qu'il était conscient des efforts déployés en Afrique australe et a transmis l'idée qu'il avait vu que les États-Unis avaient une nouvelle approche des problèmes du tiers monde et

6. Carter Library, National Security Affairs, Staff Material, Middle East, Subject File, Box 69, Morocco: 1-6/77.

7. *Ibid.*, Box 1, Algeria: 2-12/77.

8. *Ibid.*, Brzezinski Material, Subject File, Box 18, Evening Reports (State): 4/77.

9. *Ibid.*, Staff Material, Middle East, Subject File, Box 1, Algeria: 2-12/77.

qu'ils étaient plus disposés à écouter ce que les autres pourraient dire, tout à fait contraire à la politique du gouvernement précédent, qui maintenait des positions unilatérales face aux problèmes, entravant ainsi la possibilité de rechercher des solutions multilatérales.

Jusqu'à la fin des années 1970, les bonnes relations entre l'Algérie et les États-Unis prévalaient, d'importantes relations économiques et des échanges culturels s'étaient consolidés, bien vus et soutenus par Carter. Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les États-Unis ont dépassé ceux du Maroc, qui a cependant dépassé l'Algérie dans les échanges commerciaux avec l'URSS, ce qui a révélé, une fois de plus, que la théorie marocaine selon laquelle leur confrontation au Sahara occidental était un épisode de la guerre froide a de nouveau été remis en cause.

Le jour de l'investiture du nouveau président algérien Bendjedid, Carter a envoyé une lettre réaffirmant le bon moment que traversaient les relations entre les deux pays¹⁰. En outre, il a souligné la satisfaction qu'il ressentait de voir de nombreux jeunes Algériens étudier dans des universités américaines et échanger des expériences et des compétences avec des étudiants américains. Carter a clôturé la lettre en invitant le président algérien à effectuer une visite officielle dans son pays. Il l'avait déjà fait avec le président Boumedienne, même si cela n'a finalement pas pu se concrétiser. Carter avait l'intention de chercher un moyen de s'entendre avec les Algériens sur la question du Sahara occidental¹¹.

Le secrétaire exécutif du département d'État, Peter Tarnoff, a fait un mémorandum avec des propositions à réaliser dans les neuf mois suivants. Le rapport a périodisé deux séquences. L'une, l'exécuter dans les trois mois suivant la date de sa réalisation en février 1979. Pour cette période de trois ans, il conseilla la préparation et l'envoi d'une délégation de haut niveau avec une représentation du Congrès, pour se rendre également à Bendjedid une fois a été formé le nouveau gouvernement à Alger. Cette délégation serait une continuation de la lettre de bonnes intentions que Carter avait déjà envoyée. La tâche principale était, à long terme, de consolider de bonnes relations et, à court terme, de négocier, conformément aux intérêts

10. Carter Library, National Security Affairs, Brzezinski Material, Brzezinski Office File, Country Chron File, Box 2, Algeria: 1979–1980.

11. Ahmed Salim Albusan, *The superpowers and the Maghreb: political, economic and strategic relations*, Durham theses, Durham University. Available at Durham E-Theses Online: <http://etheses.dur.ac.uk/6121/>

américains, la proposition d'augmentation des prix du gaz que le gouvernement algérien avait prévu d'entreprendre¹².

Désaccord autour de la Palestine et du Sahara Occidental

Lors de sa visite à Alger en octobre 1979, Brzezinski, avant d'aborder les questions du Moyen-Orient, a reconnu le rôle positif des mouvements de décolonisation, notant comment le monde avait changé après les massacres de Sétif en 1945. Envoyé de Carter, Il a souligné qu'il était conscient que l'ère eurocentrée était terminée, et a mis en évidence la position de son pays en disant que, bien qu'ils n'étaient pas en faveur de l'ordre colonial, ils n'allaient pas permettre à l'URSS d'occuper la place laissée par les puissances européennes. C'est pourquoi il a dit soutenir le mouvement des pays non alignés et y voir un élément positif pour la construction du monde post-colonial. Parmi ces pays non alignés, le rôle de l'Algérie était central¹³.

Brzezinski a concentré la discussion sur le Moyen-Orient en premier lieu, et il ne s'attendait pas à ce que l'Algérie soutienne sa politique dans ce domaine, ni à obtenir son approbation, ce qu'il espérait, c'était que les Algériens la comprendraient¹⁴. Le plan américain consistait à établir une zone autonome à Gaza et en Cisjordanie, et pour cela ils espéraient pouvoir convaincre certains dirigeants palestiniens d'endosser cette solution, qui n'avait rien à voir avec la revendication de l'OLP, qui était celle de la création d'un État indépendant dans les zones occupées après la guerre de 1967. Le but de la proposition américaine n'était pas, en effet, de prendre en compte la situation d'occupation vécue par les Palestiniens, mais « la reconnaissance définitive du droit à l'existence d'Israël »¹⁵. Il était vraiment étonnant que la principale préoccupation du pouvoir central à l'époque fût de soutenir la puissance occupante, et de lui reconnaître le droit d'exister une fois qu'elle était déjà plus que reconnue par les armes. Il ne faut pas oublier qu'Israël était la principale puissance militaire du Moyen-Orient capable de vaincre à plusieurs reprises les armées arabes, unies ou séparément, et qu'il était le seul pays du Moyen-Orient à posséder des armes nucléaires depuis la fin des années 1960. Cette reconnaissance du droit à l'existence d'Israël s'accompagnerait, dans un second temps, de l'instauration de l'autonomie dans les territoires occupés. Brzezinski ne les a pas définis ainsi, en fait,

12. *Ibid.*

13. Vijay Prashad, *Las naciones oscuras. Una historia del Tercer Mundo*, Barcelona, Península, 2012.

14. Carter Library, National Security Affairs, Brzezinski Material, Subject File, Box 34, Memcons: Brzezinski: 9–12/79.

15. *Ibid.*

nullement et s'est limité à dire le « retour des territoires ». L'espoir américain était qu'avec ces mesures tièdes, il serait possible de jeter les bases de bonnes relations avec autant de pays arabes que possible, y compris l'Irak et la Libye, déjà deux pays avec lesquels ils avaient des relations problématiques¹⁶.

Le ministre algérien des Affaires étrangères a noté qu'il avait noté que Brzezinski n'avait pas nommé l'OLP, l'organisation faïtière internationalement reconnue pour le peuple palestinien, ni mentionné l'idée d'un « État palestinien ». Benyahia a souligné l'idée algérienne que sa politique internationale était fondée sur la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance nationale, et que cet engagement venait de la naissance même de la république algérienne¹⁷. Le ministre des Affaires étrangères a souligné que sa position de principe lui avait coûté dans le passé la rupture des relations avec des pays importants, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, à cause du conflit du Moyen-Orient. Pour l'Algérie, la politique américaine au Moyen-Orient était « irréaliste » car l'un des axes ne pouvait être l'élimination de l'OLP, représentant légitime du peuple palestinien. Pour le ministre algérien, il y avait une identification claire entre l'OLP et le FLN, et de l'expérience algérienne il a tiré la leçon sur le problème politique en Palestine/Israël. Il n'était pas d'accord avec la version nord-américaine qui prétendait voir une grande différence entre les deux cas car il soutenait que si en Algérie le combattant contre le colonialisme avait été le FLN, en Palestine c'était l'Égypte, la Jordanie et la Syrie et non l'OLP. L'envoyé américain a également déclaré qu'il voyait une deuxième différence dans le fait que le FLN était toujours prêt à signer un document d'accord avec la France pour son retrait, et dans le cas de l'OLP, ce n'était pas le cas.

Les désaccords concernant la question palestinienne étaient évidents et il ne semblait pas qu'il puisse y avoir un rapprochement des points de vue, d'autant plus que les langues utilisées étaient complètement différentes. Les Américains ont inventé une réalité avec des mots et l'ont imposée par la force des armes, en l'occurrence par l'interposition de leur allié. Il était vrai, comme l'affirmait Brzezinski, que la stratégie arabe n'avait atteint aucun de ses objectifs en Palestine, mais le même raisonnement pouvait être appliqué à ses plans de paix répétés et ratés pour la région.

16. Zbigniew Brzezinski, *Power and principle. Memoirs of the National Security Adviser 1977-1981*, Farrar.Straus.Giroux, USA, 1983.

17. Carter Library, National Security Affairs, Brzezinski Material, Subject File, Box 34, Memcons: Brzezinski: 9-12/79.

Après chaque plan de paix, les Palestiniens étaient un peu plus sans défense et plus soumis au colonialisme brutal d'Israël, jusqu'à la réalisation définitive d'un modèle d'*apartheid*, aussi brutal que celui qui existait en Afrique du Sud jusqu'à ce que Mandela devienne président¹⁸.

Benyahia, cependant, a confirmé le bon moment des relations, et a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de les assombrir, mais en même temps, il a parlé clairement à l'envoyé de Carter, et lui a dit que la position du gouvernement américain semblait être que s'il s'agissait d'une opposition au droit à l'autodétermination, alors que les personnes impliquées dans la question étaient des pays amis des États-Unis. Dans les cas de la Palestine et du Sahara occidental, il était clair qui étaient les agresseurs et qui était aidé par le droit international. « Les faits de base de la situation au Sahara Occidental sont que le Maroc, par la force des armes, occupe maintenant un territoire précédemment détenu par les Espagnols et que les gens qui y vivent veulent leur indépendance. Ces faits ont conduit à une lutte de décolonisation. Soit on est pour l'autodétermination, soit on est contre, soit on est neutre dans cette lutte. Chacune de ces positions dicte certaines actions. Cependant, une chose est claire, la neutralité ne peut être revendiquée tant que l'une des parties au conflit est dotée de moyens de répression militaire »¹⁹. Cette description de la situation ne pouvait être ignorée, pas plus que le fait que le Maroc, avec Israël, étaient les deux seuls pays, rares États, a-t-il dit, au monde à vouloir maintenir des « frontières élastiques », ce qui ne pouvait être interprété. Rien de plus que le désir de continuer à avancer dans la conquête de territoires. Dans le cas du Maroc, le soupçon était que le pays voulait étendre ses frontières jusqu'à Tombouctou. La guerre du Sahara n'était responsable que de la politique expansionniste du Maroc, et ce n'était pas comparable à ce qui s'est passé entre l'Algérie et la France, car bien qu'ici il fallait résoudre le problème des populations françaises en Algérie et la question des entreprises dans le pays, dans le sujet du Sahara ce problème n'existait pas. Il n'y avait rien à négocier, car l'indépendance du Sahara n'était pas négociable. Les raisons pour lesquelles le Maroc était en difficulté militaire avec son occupation n'avaient rien à voir avec un manque de forces militaires, mais étaient motivées par le « manque de justification morale de l'occupation ». Renforcer les positions marocaines en approvisionnant le pays en armes et en le rendant plus fort a conduit à discuter du problème en termes de remise en cause du droit à l'indépendance du Sahara, et cela ne faisait pas partie des plans algériens car cela impliquerait d'aborder deux points que les Algériens ont

18. *Ibid.*, Brzezinski Material, Subject File, Box 34, Memcons: Brzezinski: 9-12/79.

19. *Ibid.*

rejetés. La première était que la guerre qui se déroulait au Sahara était un affrontement entre le Maroc et l'Algérie, ce qui n'était pas vrai et, par conséquent, le fait que l'Algérie négociait l'avenir du peuple sahraoui en son nom, ce qui ne pouvait résoudre le problème, et les Algériens n'étaient pas intéressés à le faire.

Les liens économiques s'étaient développés de manière très significative entre les deux pays, de telle sorte que les États-Unis étaient le principal partenaire commercial de l'Algérie et, précisément pour cette raison, les Algériens ne comprenaient pas l'intérêt des États-Unis à renforcer ses alliances militaires avec le pays rival compte-tenu des velléités expansionnistes du Maroc et, d'autre part, de son état d'instabilité permanente. L'Algérie n'était pas intéressée à voir tomber Hasan II, mais elle n'était pas non plus intéressée à être renforcée militairement. Ainsi, la réunion a clairement indiqué que, sur les deux questions centrales qui occupaient les diplomates, les désaccords étaient importants. L'OLP/Polisario, la Palestine/Israël, le Maroc/Sahara restaient des problèmes non résolus, et sans solution en vue à court terme²⁰.

Les voies diplomatiques tronquées

La guerre s'est poursuivie jusqu'en 1991, année où un cessez-le-feu parrainé par l'ONU a été déclaré, dans le but d'organiser un référendum d'autodétermination. La controverse avec les recensements a rendu l'accord impossible. Le Maroc a demandé que les dizaines de milliers de colons marocains qui avaient successivement envahi le territoire au cours des années précédentes soient inclus, tandis que le Polisario a exigé que le recensement espagnol effectué en 1974 soit pris comme base des électeurs. Sahara, il a estimé le recensement des électeurs à environ 80 000 personnes, laissant de côté les plus de 100 000 Marocains que Hassan voulait incorporer. Le référendum n'a pas eu lieu en raison de l'opposition du monarque²¹.

En 2000, James Baker, qui avait été chef de cabinet dans la première administration Reagan et secrétaire au Trésor de 1985 à 1988, et avait servi dans la haute administration Bush en tant que secrétaire d'État jusqu'en 1992, a organisé une

20. Isaías Barreñada, "Redes transnacionales y redefinición de la identidad nacional. Una comparación entre los casos de Palestina y del Sáhara Occidental", *X Congreso de la Asociación Española de Ciencia Política y de la Administración*, Murcia, 7-9 de septiembre de 2011: www.aecpa.es/congresos/10/ponencias/78/. Assis Crivelente, "Rompiendo el cerco en las Relaciones Internacionales: resistencia internacional desde Palestina y el Sáhara Occidental", *Relaciones Internacionales*, UAM Número 39, Octubre 2018-Enero 2019, pp. 183-203.

21. https://www.fuhem.es/papeles_articulo/el-plan-baker-ii-solucion-para-el-sahara-occidental/

conférence de paix au Moyen-Orient²², antérieur aux accords d'Oslo de 1993²³. Après cette expérience, en 1997, il a été nommé envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental. La première proposition lancée par Baker était la création d'une autonomie pour le Sahara, une idée que le Front Polisario a catégoriquement rejetée. La deuxième tentative de Baker a consisté à créer un gouvernement de transition au Sahara, jusqu'à ce qu'un référendum soit organisé après cinq ans de gouvernement provisoire. Bien que cette proposition ait été acceptée à contrecœur par les parties, le Maroc a fini par la rejeter définitivement, anéantissant la possibilité de sortir de la crise. La non-acceptation du plan a signifié la démission de Baker et la paralysie des initiatives de l'ONU au cours des décennies suivantes²⁴.

La solution insoluble du conflit militaire a fait place à un activisme plus notoire des organisations politiques et sociales dans les zones occupées par le Maroc. La répression du régime marocain s'est poursuivie, avec peu de projection médiatique internationale, sur les Sahraouis qui vivaient sous son occupation, jusqu'à l'intifada de Gdeim Izik en novembre 2010, qui a ramené au présent la situation insoutenable dans laquelle vit le peuple du Sahara Occidental. Depuis lors, le rejet de l'occupation par la société civile s'est superposé à la résistance armée, qui avait été laissée à l'arrière-plan après le cessez-le-feu de 1991²⁵.

Et... Trump arriva

Après plus d'une décennie au cours de laquelle le conflit armé était entré dans une léthargie prolongée, les décisions de dernière minute du président nord-américain ont attisé le nid de guêpes. Trump s'inscrit dans la continuité de la politique radicale de Reagan pour l'Afrique du Nord, qu'il a dépassée en allant encore plus loin lorsqu'il a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara, en échange de l'établissement par le Maroc de relations diplomatiques complètes avec Israël²⁶. Cela a une fois de plus mis en évidence le lien géopolitique étroit qui a existé tout au long de l'histoire entre les conflits entre le Sahara occidental et le Maroc et celui entre Israël

22. <http://e-spacio.uned.es/fez/eserv/bibliuned:DerechoPolitico-1993-38-14130/PDF>

23. José M^a. Abu-Tarbush, "Palestina: El fin de la hegemonía de Fatah", *Historia Contemporánea* 32, (2006): 73-102.

24. Juan Soroeta Licerias, "El plan de paz del Sáhara Occidental ¿Viaje a ninguna parte?", *Revista electrónica de estudios internacionales* (2005).

25. Gómez Martín, "Gdeim Izik. A Change in the Struggle Strategies of the Sahrawi Population", en Benjamín Tejerina and Ignacia Perugorria (editors), *From social to political. New form of mobilisation and democratization*, University of the Basque Country (2012): 43-62.

26. <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-55267560>

et la Palestine, malgré les énormes différences qui les séparent en termes d'histoire régionale des deux villes. Alors que lors des précédents mandats présidentiels, aussi bien ceux de Bush que d'Obama, les États-Unis et l'Algérie s'étaient alignés sur la même longueur d'onde, en raison de la nécessité de lutter contre le terrorisme islamiste, une fois ce phénomène maîtrisé après les années mouvementées qui ont suivi l'éviction de Kadhafi, les politiques pro-israéliennes radicales de Trump ont endommagé les relations entre les États-Unis et l'Algérie. Les accords d'Abraham sont à l'origine du malaise et ont accentué la distanciation, car les États-Unis ont pris une décision unilatérale qui, en plus d'être éloignée de la tradition américaine dans ce conflit, rend impossible une solution juste et durable au conflit. Si la connexion Maroc/Israël, avec le parrainage américain, va conduire à un déséquilibre des forces dans la région, c'est une question que nous devons voir à moyen terme. Il faudra attendre les décisions que prendra la nouvelle administration démocrate à cet égard, et comment cela conditionnera les relations avec l'Algérie.

En revanche, la résolution du conflit du Sahara Occidental ne sera possible que lorsque les États-Unis assumeront leur responsabilité et obligeront leur allié à accepter une solution raisonnable qui, en tout état de cause, passe par la reconnaissance de la volonté démocratiquement exprimée que déterminent les Sahraouis. Aucune autre puissance n'a assez de pouvoir pour réparer le gâchis. La France est ouvertement favorable à la cause du Maroc. Il est douteux qu'il veuille faire partie d'une solution dans laquelle les droits des Sahraouis soient reconnus. Un Sahara indépendant resterait en dehors de l'influence française. L'Espagne, pour sa part, même si elle est la puissance formelle chargée de traiter d'une solution, est trop faible dans la politique internationale pour jouer un rôle décisif, à supposer qu'elle le veuille. La reprise des hostilités dans la zone frontalière de Guerguerat, depuis novembre 2020²⁷, s'est accompagnée d'un énorme soutien militaire et diplomatique au Maroc. Des exercices militaires ont lieu dans la zone avec la participation des armées des deux pays. Les manœuvres appelées *African Lion 21*, menées en mai 2021, conçues sous le gouvernement Trump mais exécutées sous l'administration Biden, montrent une fois de plus le rôle central des États-Unis dans ce conflit. Lors des entretiens jordaniens de clôture, le général américain, commandant de l'Afrique, rencontré les chefs militaires marocains, a exprimé l'intérêt de son pays à continuer à approfondir les relations de sécurité étroites entre les États-Unis et le Maroc²⁸.

27. <https://www.ecsaharai.com/2021/12/analysis-marruecos-y-la-guerra-del.html>

28. <https://www.africom.mil/pressrelease/33834/africoms-gen-townsend-meets-african-leaders-at-exercise-african-lion>

Le régime algérien, pour sa part, malgré tous ses problèmes internes, est resté tout au long de cette période comme le principal soutien de la cause des Sahraouis. Parmi les acteurs extérieurs impliqués dans ce long conflit, ce sont les États-Unis et l'Algérie qui ont soutenu les positions des forces de leurs alliés respectifs. Sans eux cette histoire en serait une autre. ■

Bibliographie

Albursan, Ahmed Salim, *The superpowers and the Maghreb: political, economic and strategic relations*, Durham theses, Durham University. Available at Durham E-Theses Online: <http://etheses.dur.ac.uk/6121/>

Assis Crivelente, Moara, "Rompiendo el cerco en las Relaciones Internacionales: resistencia internacional desde Palestina y el Sáhara Occidental", *Relaciones Internacionales*, UAM Número 39, Octubre 2018-Enero 2019, pp. 183-203.

Barreñada, Isaías, "Redes transnacionales y redefinición de la identidad nacional. Una comparación entre los casos de Palestina y del Sáhara Occidental", *X Congreso de la Asociación Española de Ciencia Política y de la Administración*, Murcia, 7-9 de septiembre de 2011: www.aecpa.es/congresos/10/ponencias/78/

Brzezinski, Zbigniew, *Power and principle. Memoirs of the National Security Adviser 1977-1981*, Farrar, Straus, Giroux, USA, 1983.

Gómez Martín, Carmen, "Gdeim Izik. A Change in the Struggle Strategies of the Sahrawi Population", en Benjamín Tejerina and Ignacia Perugorria (editors), *From social to political. News form of mobilisation and democratization*, University of the Basque Country (2012): 43-62.

Hodges, Tony, *The Western Sáhara*. The Minority Rights Group, Report, N° 40, London, 1984.

Mundy, Jacob, "Cómo los EE.UU. y Marruecos se apoderaron del Sáhara Español", *Le Monde Diplomatique*, 3/08/2010.

Prashad, Vijay, *Las naciones oscuras. Una historia del Tercer Mundo*, Barcelona, Península, 2012.

Solarz, Stephen J., "Arms for Morocco?" *Foreign Affairs*, Winter 1979.